



9 SEPTEMBRE 2024

EUROPE INFO HEBDO



RAPPORT SUR L'ÉTAT DE DROIT, ALLEMAGNE ET HYDROGÈNE

Bonne lecture!
Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

COMMISSION, JUSTICE, FRANCE, POLOGNE, EN BONPOINT

Depuis 2020, la Commission européenne publie, tous les ans, un rapport consacré à l'Etat de droit dans les Etats membres de l'UE. L'objectif est d'évaluer les procédures d'adoption des textes, la sécurité juridique, les cas d'arbitraire, l'indépendance des juridictions et l'effectivité du contrôle juridictionnel, ce qui inclut le respect des droits fondamentaux. Cette 5e édition se veut, dans sa globalité, plutôt positive.

- D'importantes réformes ont été menées en matière de nomination et indépendance des magistrats et parquets et de l'accès à la justice.
 - Le rapport salue le fait que des mesures aient été prises pour garantir l'accès du justiciable à un avocat et à l'aide juridictionnelle dans plusieurs pays de l'UE dont le Luxembourg, la Tchéquie et l'Espagne.
 - Des réformes allant dans cette direction sont en cours en Irlande, en Lituanie, en Slovaquie, au Danemark, et en Finlande.
 - En ce qui concerne la France, la Commission souligne l'adoption des lois du 20 novembre 2023 relatives à la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire.
 - Elle souligne également les efforts accomplis en faveur de la numérisation des procédures et de l'accès en ligne aux décisions de justice.
 - Elle relève même une diminution de la durée des procédures judiciaires.
- Fait notable, la Pologne – qui a beaucoup préoccupé ces dernières années – marque par les efforts fournis pour une gouvernance plus respectueuse de l'État de droit.
 - Depuis la nomination de Donald Tusk, à la fin de l'année 2023 (V. EIH 23.11.23), les réformes du Tribunal constitutionnel, l'application des décisions rendues par la CJUE et la Cour européenne des droits de l'homme, semblent satisfaire la Commission européenne.
 - La page PiS et sa vision peu européenne de la gouvernance semble se tourner, puisque ce parti voit ses subventions publiques drastiquement réduites.
 - Une utilisation abusive de fonds publics lors de la campagne des législatives de 2023 pousse la Commission électorale à prendre cette décision explique RFI.

Elément non pris en compte dans ce rapport mais qui le sera probablement dans la prochaine édition du rapport, la loi votée en juillet 2024 qui exonère de toute responsabilité les fonctionnaires utilisant leurs armes en état de légitime défense ou « de manière préventive » lorsque la « vie, la santé et la liberté » des membres des forces de l'ordre sont menacées lors d'une « attaque illégale contre l'inviolabilité de la frontière de l'État ».



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



COMMISSION, MÉDIAS, ITALIE, SLOVAQUIE, BONNETS D'ÂNE

Si 68% des recommandations formulées dans le rapport de 2023 sont considérées comme ayant été prises en compte dans les ordres juridiques des États membres, de fortes préoccupations concernant la liberté et le pluralisme des médias semblent toujours constituer un frein au progrès vers un État de droit plus strict en Europe. On peut se réjouir des améliorations en matière de sécurité des journalistes, mais leurs conditions de travail et le manque d'indépendance de la gouvernance des médias de service public restent un sujet de préoccupation dans plusieurs États membres de l'Union.

- C'est l'Italie qui est particulièrement visée à ce sujet.
 - La Première ministre, Georgia Meloni, est accusée d'ingérence éditoriale à la Rai, la télévision publique.
 - Alessandra Costante, secrétaire générale de la Fédération nationale de la presse italienne explique sur euronews:
 - « Nous avons essayé par tous les moyens possibles d'avertir tout le monde que la liberté de la presse en Italie est en train de disparaître. Jamais auparavant le service public de radiodiffusion n'avait été « occupé » de la sorte. La Rai est devenue une chaîne de télévision très politique, du côté du gouvernement, ce qui n'est pas bon pour le pluralisme de l'information ».
 - La condamnation de la journaliste indépendante pour s'être “moquée” de la petite taille de G. Meloni ne serait donc qu'un symptôme d'un mal plus grand.
 - D'après la Commission, il persiste des difficultés en ce qui concerne la gouvernance et le système de financement des médias publics.
- L'Italie partage son titre de “cancre” de l'État de droit avec la Slovaquie.
 - Le gouvernement de l'euroseptique Robert Fico a démantelé la radio publique RTVS pour la remplacer par l'organisme SVTR.
 - Le dirigeant accusait la radio publique d'être partiale politiquement et de combattre son gouvernement.
 - Ceci a emporté, durant l'été, des manifestations de mécontents à Bratislava.
 - Autre sujet d'inquiétude, un projet de loi visant les ONG qui seraient financées par des fonds venant de pays étrangers.
 - Provocation renvoyant directement à ce qui a précipité la Géorgie vers les tensions qui la déchirent actuellement (V. EIH 28.04.24).



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

COMMISSION, MÉDIAS, ITALIE, SLOVAQUIE, MÉDAILLE D'OR

Certains irritants – comme les victoires du nageur Léon Marchand – nous ont fait rire cet été, avec la Fédération Française de la loose, d'autres font tristement partie du paysage médiatique sans emporter de véritable réaction. Une certaine vision de la paix entre Russie et Ukraine (V. EIH 07.07.24), une sérieuse tendance au veto (V. EIH 05.02.24), un comportement décrié par les grands chefs d'entreprises européennes, le Premier ministre hongrois – Viktor Orbán – ne semble pas vouloir abandonner sa première place sur ce triste podium, malgré les (molles?) tentatives en provenance de Bruxelles. Robert Fico, en bon deuxième, a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'arriver à un tel niveau et ce 5e rapport sur l'Etat de droit en Hongrie en témoigne tout particulièrement.

- Le rapport estime que l'influence politique sur le parquet demeure importante, avec le risque d'ingérences indues dans des affaires individuelles.
 - Cela va de pair avec le risque de corruption, puisque le rapport regrette l'absence de résultats solides dans les enquêtes pour corruption concernant des hauts responsables et leur entourage.
 - Ce pays « est un véritable problème systémique en matière d'Etat de droit, pour la Commission européenne », affirme Didier Reynders, commissaire européen à la Justice.
- Le Premier ministre Viktor Orbán n'a eu de cesse, depuis son retour au pouvoir en 2010, de porter atteinte au pluralisme et à l'indépendance des médias.
 - Le marché est fortement concentré au sein de la fondation KESMA – au service du gouvernement tout comme les médias publics –, qui regroupe environ 500 médias nationaux et locaux, explique Reporters sans frontières.
 - Si les reporters hongrois font rarement l'objet de violences physiques ou d'interpellations injustifiées, l'État hongrois est aussi connu pour surveiller les journalistes via le logiciel Pegasus.
 - On pourra envisager des actions dans ce cadre en vertu du Europe Media Freedom Act (V. EIH 15.01.2024)
- Pour inciter Viktor Orbán à respecter l'État de droit, la Commission européenne a déjà bloqué, fin 2020, 30 milliards d'euros d'aides du plan de relance post-Covid destiné à la Hongrie.
 - Une partie a été débloquée par la Commission européenne en échange d'une levée du veto de Budapest sur la nouvelle tranche d'aide à l'Ukraine, rappelle Public Sénat.

Que la population hongroise soit mise en porte à faux est compréhensible au regard de ce qui précède. Toutefois, sa démographie déclinante depuis 2011, ne nous semble pas démontrer la présence d'un leader inspirant qui a conquis les opinions dans son pays, malgré tous les moyens mis en œuvre pour rester au top.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

AFD, ALLEMAGNE, UKRAINE,
DILEMMA FÜR ALLES

Il y a des élections régionales plus significatives que d'autres. Celles qui prennent place depuis la rentrée en Allemagne pourraient avoir un impact européen à terme, et une portée géopolitique disproportionnée pour ce genre d'échéances électorales.

En Thuringe et Saxe la semaine dernière et dans le Brandebourg le 22 septembre, ces 3 régions sont, comme l'ensemble de l'ancienne Allemagne de l'est des bastions du parti d'extrême-droite *Alternativ für Deutschland*, un parti tellement infréquentable que même le RN français a tenu à s'en détacher - menant d'ailleurs à la création d'un 3e groupe d'extrême-droite au parlement européen (cf. EIH 15/7/24).

- L'ombre de Weimar titre Ouest-France, en référence aux années 1930.
 - The Economist s'interroge sur les raisons de la réussite de l'extrême-droite dans cette partie de l'Allemagne, où les structures sociales héritées de l'ancien régime n'ont pas bien vécu la transition vers l'ouest. Et se sont volatilisées.
 - Ainsi à l'exception du RB Leipzig et de l'Union Berlin, aucun club de football de l'est n'est présent dans l'élite du championnat de football allemand, la Bundesliga.
 - La désindustrialisation et le sentiment de déclassement sont des terreaux fertiles pour l'extrême droite, note cet article de The Economist.
 - Partout, la coalition au pouvoir (Socialistes/Verts/Libéraux) s'effondre, confirmant son affaiblissement inéluctable à un an des prochaines législatives.
 - Des élections en 2025 qui pourraient voir revenir au pouvoir la CDU, ce qui changerait considérablement la donne au Conseil européen, où la grande famille PPE (centre-droit) a progressivement reconquis la majorité (12 Etats-Membres sur 27).
- En Saxe, la CDU arrive largement en tête. Mais justement, le centre-droit de F. Merz se retrouve dans une impasse régionale qui préfigure le casse-tête national.
 - En effet, la CDU a érigé des cordons sanitaires formels avec tous les partis désignés comme "extrêmes" - c'est à dire die Linke (le parti de gauche radicale très implanté dans ces régions), l'AfD et le mouvement Sahra Wagenknecht après son boycott du discours de Volodymyr Zelensky au Bundestag.
 - F. Merz qui a en outre fait campagne contre l'agenda des écologistes et évidemment contre les sociaux-démocrates doit résoudre la quadrature du cercle politique.

Les choix régionaux des prochains jours pour arriver à des gouvernements régionaux auront obligatoirement un impact national - et européen.

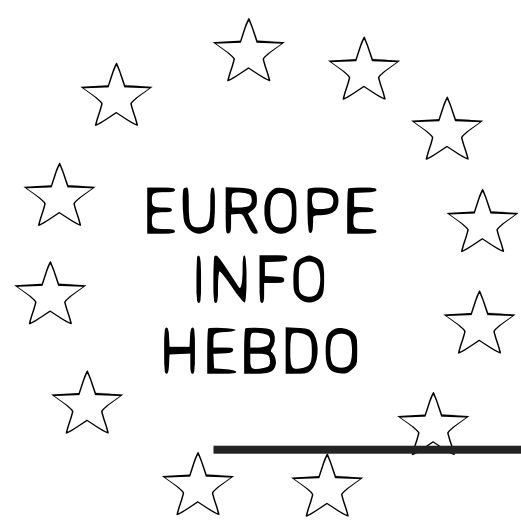


EUROPE GÉOPOLITIQUE

ELECTIONS, ALLEMAGNE, UKRAINE,
GRABEN

Suivant l'exemple de nombreux de partis du PPE, la CDU a fini par adopter un changement de stratégie agressif en voulant concurrencer l'AfD sur le thème de l'anti-immigration. Une stratégie déjà éprouvée dans d'autres pays européens, en particulier en France, qui aboutit la plupart du temps à renforcer l'original au détriment de la copie. L'expérience récente de la politique européenne suggère qu'il est plus intelligent pour le centre-droit de former des coalitions avec l'extrême droite, tout en conservant un profil centriste distinct, que d'ériger un pare-feu autour d'eux et de voler leurs politiques. Comme en Suède par exemple (cf. EIH 20/10/22).

- Alors que l'encre sur le Pacte Asile -Migration du printemps dernier est à peine sèche (cf. EIH 21/04/24), la question de la régulation des migrations était déjà au coeur des priorités affichées par Ursula von der Leyen dans ses promesses pour un 2e mandat.
 - L'Allemagne d'Angela Merkel a fondamentalement changé sur ce sujet.
 - Surtout après l'émotion priorités nationale très forte suite au triple meurtre au couteau imputé à un Syrien à Solingen.
 - Ainsi, le nouveau parti "Mouvement de Sahra Wagenknecht" a lui aussi fait de l'immigration un de ses chevaux de bataille avec succès.
 - Sarah Wagenknecht, "la nouvelle star de la politique allemande" selon cet article de The Economist.
- AfD et BSW prospèrent sur trois thèmes : l'opposition à l'immigration, l'opposition aux livraisons d'armes à l'Ukraine et les effets de la désindustrialisation.
 - Aux élections régionales récentes, le BSW s'est imposé comme le pivot des coalitions potentielles - avec ou sans la CDU.
 - Le vote commun pour ces deux partis d'extrême droite et d'extrême gauche se situe actuellement autour de 30 % au niveau national.
 - Ils renforcent d'ores et déjà leur présence dans la chambre des Régions (Bundesrat) co-législatrice.
 - Même s'il est trop tôt encore pour en tirer des conclusions sur les coalitions qui pourraient émerger des élections de 2025.
 - Alors que l'Allemagne est un des principaux contributeurs à l'effort de guerre ukrainien, le poids de ces deux partis pourrait avoir des conséquences sur le budget, et donc sur la continuité de l'engagement allemand.
 - Le budget 2024 avait - déjà l'année dernière - donné lieu à une crise profonde (pour des raisons constitutionnelles) cf. EIH 10/12/23, le feuilleton n'est pas fini.
 - Après les élections européennes, l'Ukraine peut légitimement s'inquiéter des prochaines élections allemandes - nationales, ou régionales.



GREEN DEAL

HYDROGÈNE, CHARBONNE

On ne sait pas encore de quoi sera composé la nouvelle loi pour une “industrie propre et soutenable” promise par la présidente von der Leyen pour son 2e mandat. Mais on peut être sûrs, d’ores et déjà, que l’énergie y tiendra une place centrale. Comme l’analyse d’ailleurs cet article de plusieurs chercheurs de Sciences-Po Paris, qui spéculent sur le futur “Industrial Decarbonisation Accelerator Act” promis par la présidente renouvelée.

- C’est une des principales préoccupations des industriels de l’hydrogène qui se sont mobilisés pour se positionner en solution d’énergie décarbonée et stockable.
 - Le lobby du secteur, “Hydrogen Europe” s’est publiquement félicité de voir ses principales propositions reprises dans les priorités de la nouvelle Commission.
 - Dans une lettre du 3 juillet, il avait exprimé ses préférences en matière de recherche dans le prochain cadre financier pluriannuel de l’UE ainsi qu’au sein du Fonds innovation de l’UE et du programme Horizon et les financements de la Banque européenne de l’hydrogène (limité à l’hydrogène renouvelable pour l’instant).
 - Mais le bas-carbone ne se limite pas aux renouvelables, et le secteur de l’hydrogène est aussi le théâtre d’une offensive des industriels du nucléaire qui défendent une extension des mesures à l’hydrogène “bas-carbone”.
 - Dans une analyse au fond, le site d’information Contexte revient sur les enjeux et les points de tension soulevés par cette bataille de définitions et de calendrier.
 - Le texte pour l’instant reste largement muet sur la production nucléaire.
- Le recours accru à l’hydrogène comme source d’énergie ou plutôt comme “vecteur d’énergie” suppose un véritable réseau de transport européen, puisque c’est son principal intérêt.
 - La Commission européenne planche ainsi sur les statuts du futur réseau européen des opérateurs de réseaux d’hydrogène.
 - Il en va de même avec l’agence des régulateurs européens de l’énergie l’ACER, qui doit d’ailleurs ouvrir une consultation formelle sur le sujet.
 - Tout ceci résulte du “paquet gazier”, ce nouveau cadre réglementaire proposé par la Commission à la fin de 2021 pour réorganiser le marché européen du gaz et des énergies décarbonées, et adopté à la fin 2023.
 - Le réseau européen des gestionnaires de réseaux hydrogène (Ennoh, en anglais) sera ensuite formellement mis en place au premier trimestre 2025.
 - Les premiers éléments sont déjà en construction, comme mosaHyc entre la France et l’Allemagne, prévu pour 2027.
 - Ou H2Med, un projet de connexion entre Espagne et Allemagne dans les tubes depuis 2023 et autorisé formellement par le gouvernement espagnol au début de l’été.